

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège :

**9 Rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC SUR MER**

☎ 05.56.73.29.26

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 9 NOVEMBRE 2017
D09112017/127**

PRESIDENT : Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Serge LAPORTE, Jean-Marc SIGNORET, Gilles COUTREAU, Laurent PEYRONDET, Jean Bernard DUFOURD, Jean Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Pierre BOURNEL, Jean Luc PIQUEMAL, Jacques BIDLUN, Dominique FEVRIER, Pierre JACOB, Alain BOUCHON, Marie LASSERRE, Barbara FRANCOIS, Daniel JAFFRELOT, Isabelle LAPALU, Michel BAUER, Hervé CAZENAVE, Jérémy BOISSON, Sylvie LAVERGNE, Jean-Jacques LAOUE, Bernard BESSAC, Jean-Louis DUCLOU, Evelyne MOULIN, Bernard LOMBRAIL, Alfred AUGEREAU,

ETAIENT REPRESENTES :

Pascal ABIVEN (pouvoir à Marie LASSERRE)
Pascale MARZAT (pouvoir à Sylvie LAVERGNE)
Marie-Hélène GIRAL (pouvoir à Jean Pierre DUBERNET)
Marie-Dominique DUBOURG (pouvoir à Xavier PINTAT)
Anne WISNIEWSKI (pouvoir à Pierre BOURNEL)

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Véronique CHAMBAUD, Tony TRIJOULET, Dominique JOANNON (suppléante),

Membres suppléants remplaçant
un membre titulaire

Membres suppléants :

Geneviève CHAUSSIER,

SECRETAIRE DE SEANCE :

Isabelle LAPALU

**Objet : OUVERTURE D'UN POSTE DE COORDONNATEUR ENFANCE/JEUNESSE
ET CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE**

Rapporteur : Xavier PINTAT, Président

Vote : UNANIMITE

La commission « Action Sociale – Enfance Jeunesse » s'est réunie le 11 juillet dernier, afin de traiter les points suivants :

- Élaboration du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) Médoc Atlantique
- Eligibilité des projets du territoire à la Convention Territoriale Globale (CTG).

❖ S'agissant de l'élaboration du CEJ Médoc Atlantique, celui-ci doit être réalisé au plus tard le 31/12/2018, compte-tenu des CEJ arrivant à échéance le 31/12/2017 pour l'ex-territoire de la Pointe du Médoc et pour la commune de Lacanau.

Ainsi, la CAF et la MSA ont proposé à la commission « Action Sociale – Enfance Jeunesse » d'établir un seul CEJ composé d'un module intercommunal et de modules communaux et de procéder à une rupture anticipée des CEJ de Carcans et d'Hourtin (fin des contrats le 31/12/2018).

Néanmoins, afin d'établir le CEJ Médoc Atlantique, il est nécessaire d'élaborer un diagnostic enfance-jeunesse. Si les communes de Carcans, Hourtin et Lacanau disposent d'un coordonnateur pour réaliser le diagnostic et animer la politique enfance/jeunesse de leur commune, ce n'est pas le cas du nord du territoire.

Aussi, en accord avec la CAF et la MSA, la commission « Action Sociale – Enfance Jeunesse » a émis un avis favorable au recrutement à mi-temps d'un coordonnateur enfance-jeunesse, afin d'établir le diagnostic et d'animer le CEJ sur la partie nord du territoire.

- ❖ Concernant l'éligibilité des projets aux financements CTG, il est constaté d'une part un déficit de présentation de projets issus du territoire Médoc Atlantique aux financements CTG ; d'autre part, une inéligibilité fréquente des projets au dispositif CTG pour de multiples raisons.

Aussi, afin de développer des projets CTG, la commission « Action Sociale – Enfance Jeunesse » a émis un avis favorable au recrutement à mi-temps d'un coordonnateur chargé d'accompagner l'ingénierie de projet en soutien avec les coordonnateurs communaux du territoire Médoc Atlantique.

A titre d'information, le poste de coordonnateur enfance-jeunesse et CTG est éligible à hauteur de 65 % aux financements CAF/MSA, pour un coût global maximal fixé à 48 000 € par an.

Au regard de la fiche de poste jointe en annexe, il est proposé au conseil communautaire :

- de créer au tableau des effectifs de la Communauté de Communes, un poste de chargé de mission coordination « enfance-jeunesse et CTG »
- de créer le poste à compter du 1^{er} février 2018 pour une durée de 3 ans
- d'approuver l'inscription des crédits correspondants au budget.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance
- VU l'avis favorable du bureau du 26/10/2017, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OÙ l'exposé du rapporteur,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-3, 1^o,
- VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale
- APRÈS en avoir délibéré,

DÉCIDE :

- de créer au tableau des effectifs de la Communauté de Communes, un poste de contractuel de catégorie A, à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire, pour exercer la fonction de chargé de mission coordination « enfance-jeunesse et Convention Territoriale Globale (CTG) », rémunéré conformément à la nomenclature statutaire,
- de créer le poste à compter du 1^{er} février 2018 pour une durée de 3 ans
- d'approuver l'inscription des crédits correspondants au budget.

Nombre de membres en exercice : 37

Nombre de membres présents : 30

Nombre de suffrages exprimés : 35

Vote : Pour : 35 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC SUR MER, le 9 NOVEMBRE 2017



LE PRÉSIDENT,

Xavier **PINTAT**

Maire de Soulac-sur-Mer
Sénateur Honoraire de la Gironde